

## Compte Rendu Conseil Municipal

### Présents

Bruno Loustalet  
Philippe Maisonnas  
Yannick Semay  
Philippe Guillard  
Jean-Michel Thuot  
Valérie Berger  
Nicolas Zimerli  
Marie Paule Dupuy-Roudel  
Suzanne Borrel-Jeantan  
Josiane Brignone  
Kamel Mohammadi  
Serge Manié  
Christian Julian

### Excusés

### Pouvoirs

Guy Caplat  
(pouvoir à B. Loustalet)  
Audrey Duprat  
(pouvoir à S. Manié)

## Séance du 15 décembre 2015

L'an deux mil quinze, le quinze décembre à 20 heures 30, le Conseil municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Christian Julian

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,  
Séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le mardi 15 décembre 2015 à 20 h 30  
Enregistrement intégral sans pause »

### 1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Mr le Maire fait part à l'assemblée de la demande reçue par Mail de Mr Manié concernant des modifications à apporter sur le compte rendu de la séance précédente à savoir :

Mr Manié demande que :

a) Page 14 du compte-rendu, le nombre de voix contre la délibération n° 15.05.06 : (Marché Vidéo protection – avenant n° 2), soit corrigé. Il s'agit de 12 voix Pour et 3 voix Contre (comme indiqué dans la délibération).

b) Dans le § 5 (Approbation du PLU) le texte: « Il ne sait pas si le Contrôle de légalité, peut-être, aimerait corriger au moins ces parcelles-là. En cas de sinistre, c'est la Mairie qui est responsable à long terme. Il regrette que le PLU ne soit pas en complète cohérence avec le PPRI. Il rappelle que ce PLU modifie le zonage du PPRI sur un certain nombre de parcelles. Il regrette également dans ce PLU, la décision d'avoir reporté à 2020 l'ouverture de la zone 1Au. Cela prive les propriétaires de l'utilisation libre de leur bien, ils ne peuvent construire librement sur leur terrain, par exemple pour leurs enfants, liés aux problématiques d'organisation, organiser un village de façon homogène, un certain nombre de logements sociaux à construire etc, c'est un mécanisme global, c'est dommageable pour les propriétaires. ».

soit modifié ainsi :

« Il ne sait pas si le Contrôle de légalité, peut-être, aimerait corriger au moins ces parcelles-là. Il rappelle que le problème a été discuté ouvertement au cours des réunions de travail et que la majorité n'a pas voulu, ou pu peut-être, effectuer les changements. En cas de sinistre, c'est la Mairie qui est responsable à long terme. Il ne comprend pas pourquoi les corrections n'ont pas été jusqu'au bout et regrette que le PLU ne soit pas en complète cohérence avec le PPRI. Il rappelle que ce PLU modifie le zonage du PPRI sur un certain nombre de parcelles. Il regrette également dans ce PLU, la décision d'avoir reporté à 2020 l'ouverture de la zone 1Au. Cela prive les propriétaires de l'utilisation libre de leur bien, ils ne peuvent construire librement sur leur terrain, par exemple pour leurs enfants. Il comprend qu'il y ait des problématiques du contrôle de l'urbanisation, d'organisation du village de façon homogène, d'inclure un certain nombre de logements sociaux à construire etc, mais ce choix est dommageable pour les propriétaires et il le regrette».

20 h 35 : arrivée de Mme Berger

L'Assemblée n'ayant pas d'autres modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

## **2. DECISIONS BUDGETAIRES**

Mr le Maire informe l'Assemblée des Décisions Budgétaires prises sur les dépenses imprévues :

- . n° 2015.39 pour un montant de 3.000 € portant sur la souscription de 30 actions de l'AFL
- . n° 2015.40 pour un montant de 5.486 € portant sur les frais d'étude – révision PLU
- . n° 2015.41 pour un montant de 3.165 € portant sur les frais de Personnel suite à l'augmentation du traitement de base des agents de catégorie C et à la stagiairisation d'une ATSEM

## **3. SDCI (SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE)**

Mr le Maire rappelle que ce dossier a fait l'objet de deux réunions.

Il souligne que la version du CDCI est une proposition faite par Mr le Préfet, avec entre autre pour objet la fusion de la CCMP et de la 3CM. Ce SDCI est soumis à l'avis consultatif des communes. Les 419 communes de l'Ain doivent se positionner par rapport aux propositions de Mr le Préfet et vont être étudiées par la Commission Départementale de Coopération Intercommunale afin que fin mars, l'arrêté préfectoral puisse être établi, qui sera lui-même resoumis à consultation auprès des communes au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre de l'année 2016.

Mr le Maire donne lecture du projet de délibération.

Il rappelle que ce projet de délibération a été largement débattu la semaine dernière en Commission Générale.

Mr Maisonnas demande ce qu'a dit Mr le Préfet concernant la fusion avec les communes de Mionnay et St André de Corcy.

Mr le Maire répond que Mr le Préfet n'a pas retenu cette proposition. L'idée était de fusionner les deux intercommunalités et d'intégrer ensuite Mionnay et St André de Corcy.

Mr Manié ne comprend pas une phrase de la délibération et demande la modification des termes.

Mr le Maire rappelle que dans le cadre du pacte fiscal et financier de la CCMP pour les années 2015 - 2020, les dotations de la CCMP vers Thil, seront bonifiées de l'ordre de 60.000 €. La CCMP versera environ 106.000 € à la commune de Thil au lieu des 45.000 € aujourd'hui.

Il note que l'intercommunalité a un effet positif sur les communes et espère que la fusion des 2 intercommunalités avec l'apport en expertise notamment de la 3CM en matière d'assainissement ne pourra que renforcer l'effet bénéfique d'une plus grosse structure par rapport à une commune de 1.000 habitants.

Il note qu'il conviendra de travailler sur les problématiques de gouvernance et aussi travailler pour voir comment des communes de taille modeste, peuvent faire valoir leur point de vue et leurs problématiques réelles. Une réunion avec les exécutifs CCMP et la 3CM est prévue le lendemain (avant le Conseil Communautaire).

## **DELIBERATION 15/06/01: SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE**

Rapporteur : Bruno LOUSTALET

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que Monsieur le Préfet de l'Ain a présenté le 12 octobre 2015 à la Commission Départementale de Coopération Intercommunale (CDCI) un projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) regroupant la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau (CCMP) et la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel (3CM). Il rappelle que la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi « NOTRe ») prescrit une procédure de concertation et qu'il appartient aux intercommunalités et communes concernées de délibérer avant le 19 décembre 2015.

L'objectif de la loi « NOTRe », qui elle-même fait suite à la loi du 16 décembre 2010 sur la réforme des collectivités territoriales, est de rationaliser la carte de l'intercommunalité afin que les nouveaux périmètres institutionnels épousent au mieux les bassins de vie et d'emploi et que soient mises en place des politiques structurantes permettant la réalisation, à terme, d'économies d'échelle tout en maintenant aux administrés une qualité de service public.

Le législateur ayant fixé des critères démographiques et des seuils minima de population pour la détermination du périmètre des futures intercommunalités, Monsieur le Préfet de l'Ain a ainsi proposé un SDCI ambitieux qui verrait le nombre d'intercommunalités passer de 29 à 15 dans le Département. Toutefois, la CCMP et la 3CM ne sont pas immédiatement concernées par les contraintes législatives et leur fusion demeure donc une faculté laissée à l'appréciation des collectivités territoriales concernées.

Dans sa proposition, Monsieur le Préfet considère que l'union de la Côtière en une seule intercommunalité permettra « de mieux bénéficier de l'influence lyonnaise en tant que territoire péri-urbain tout en conservant ses spécificités ». Il est vrai que les bassins de vie sont similaires, de par leur proche densité, leur superficie et leur géographie caractéristique des villages-rue, intégrés dans l'aire métropolitaine lyonnaise et situés le long de l'axe routier de la RD1084. De même, la présence sur les deux territoires d'échangeurs autoroutiers ainsi que de dessertes ferroviaires structurantes permet de considérer un même bassin d'emploi, qui a commencé à s'organiser de la sorte au sein du SCOT BuCoPa. En constituant ainsi un ensemble de 50000 habitants environ, doté de près de 26M€ de budget de fonctionnement, la future intercommunalité sera un partenaire pertinent pour l'aménagement du territoire métropolitain. Néanmoins, Monsieur le Maire précise que le territoire ainsi proposé par le Préfet de l'Ain laisse le Plateau de la Côtière et de la Dombes morcelé en plusieurs intercommunalités, et rappelle que, dans un vœu du 12 juillet 2011, l'Assemblée communautaire lui avait demandé d'étudier l'opportunité d'un rattachement de la commune de Mionnay, voire celle de Saint-André-de-Corcy, à la CCMP.

Il s'agit aujourd'hui d'approfondir la dynamique engagée depuis 2011 entre la CCMP et la 3CM sur des projets communs comme le précédent SDCI de 2011 les y avait invitées : ainsi en est-il de l'Espace aquatique de la Côtière, Accueil des gens du voyage, Prévention de la délinquance, ou encore de la politique tarifaire sur la ligne de transport départementale 132/171. Au-delà des coopérations renforcées, notamment en matière d'instruction du droit des sols, de politique touristique, de développement économique ou d'équipements sportifs par exemple, Monsieur le Maire rappelle la portée des enjeux portés par la fusion des deux intercommunalités :

- Permettre de construire une identité forte de façon à développer les partenariats avec la Métropole à partir de l'ancrage territorial de la « Côtière de l'Ain »,
- Faire émerger une collectivité de taille suffisante pour mener des politiques structurantes en matière d'emploi – notamment accompagner les parcours d'employabilité par la réinsertion économique et la formation, de mobilité et de transports alternatifs à la voiture et de développement économique.

Mr le Maire rappelle les bénéfices apportés par l'intercommunalité lors du mandat précédent

- En matière d'aménagement du territoire communal : soutien au déploiement du Très haut débit fibre optique, facilitation du désenclavement grâce aux navettes COLIBRI, poursuite du financement des aménagements de sécurité des voiries,
- En matière de solidarité par la revalorisation de la Dotation Globale de Solidarité dans le cadre du pacte fiscal.

Afin de faire face aux enjeux futurs notamment autour de la gestion de l'eau et tout particulièrement l'assainissement collectif et la protection contre les inondations dont la portée territoriale va bien au delà des contingences immédiates de la commune, la pertinence de la fusion entre les deux intercommunalités est donc bien réelle.

- L'expertise de la 3CM en matière de gestion des problématiques liées à la compétence GEMAPI (gestion de l'eau, des milieux aquatiques et protection contre les inondations sera un apport incontestable non seulement à la commune mais encore à l'ensemble de la CCMP,
- La CCMP apportera ses capacités d'ingénierie en matière de politique des transports, du logement ou de projets culturels.

Dans ce cadre, Mr le Maire invite à porter le projet de fusion dans les termes du consensus qui a émergé entre les élus de l'intercommunalité lors du Conseil communautaire du 17 novembre dernier. Ce consensus vise à s'engager auprès de Mr le Préfet à travailler pour rendre effective la fusion des deux intercommunalités au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

En effet, il apparaît que pour se constituer comme un pôle d'équilibre par rapport à la Métropole, collectivité territoriale de plein exercice à la légitimité politique renforcée par la future élection de ses membres au suffrage universel direct, les deux collectivités doivent convaincre et construire, autour du consensus, ce territoire pertinent.

Il est d'expérience que la libre administration des collectivités territoriales, principe à valeur constitutionnelle, suppose une démarche volontariste, assumée par les communes et permet d'asseoir la future légitimité institutionnelle de l'intercommunalité ainsi créée. Ceci est, en outre, particulièrement prégnant lorsque deux collectivités très similaires sont amenées à fusionner et que des difficultés de gouvernance pourraient alors survenir d'une fusion trop précipitée.

Par ailleurs, les compétences des deux collectivités, si elles sont semblables sur de nombreux points, appellent, sur des compétences plus structurantes telles l'assainissement, la gestion de l'eau, la politique de l'habitat ou encore celle de la mobilité, et nécessitent nécessairement un travail préalable afin que ces compétences puissent s'harmoniser dans de bonnes conditions. En ce qu'elles dessineront le futur profil de l'intercommunalité, ces compétences ne peuvent converger dans de si brefs délais, au risque de mettre en difficulté la stabilité et l'efficacité de la future intercommunalité.

C'est pourquoi, au regard des éléments énoncés, Monsieur le Maire propose :

- de refuser la proposition de Mr le Préfet d'inscrire l'union de la CCMP et de la 3CM dans le SDCI, avec effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017,
- d'engager les démarches au sein de la CCMP pour conduire une étude commune avec la 3CM en vue de déterminer les conditions de faisabilité et d'acceptabilité d'une fusion des deux intercommunalités au 1<sup>er</sup> janvier 2018 dans le cadre du droit commun.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

Décide :

- de refuser la proposition de Mr le Préfet d'inscrire l'union de la CCMP et de la 3CM dans le SDCI, avec effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017,
- d'engager les démarches au sein de la CCMP pour conduire une étude commune avec la 3CM en vue de déterminer les conditions de faisabilité et d'acceptabilité d'une fusion des deux intercommunalités au 1<sup>er</sup> janvier 2018 dans le cadre du droit commun.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	1

#### **4. COOPERATION INTERCOMMUNALE**

Mr le Maire rappelle que la commune de Thil est adhérente au Symalim et que Mr le Préfet du Rhône propose la fusion de deux syndicats intercommunaux du Rhône au sein du Symalim, à savoir le Syndicat de la Rize et le Syndicat d'aménagement du Canal de Jonage. Il souligne que lors du précédent mandat, il y a eu la dissolution du Syndicat des berges du Rhône. Il y a une logique de territoire très importante avec le Grand Parc.

Il informe que Mr le Préfet du Rhône demande l'avis des communes sur ce projet.

Mr le Maire donne lecture du projet de délibération.

Mr Manié demande ce qu'il se passera si une commune s'y oppose.

Mr le Maire répond que cela est possible. L'idée est de dire que nous (département de l'Ain) sommes très attachés au développement de ce territoire interdépartemental du Symalim, l'idée est de porter ce vœu.

Mr Manié imagine que cette gouvernance a été discutée avant le projet de fusion.

Mr le Maire répond que ce sont des choses qui se construisent au fur et à mesure. Aujourd'hui nous n'avons qu'un avis consultatif. La commune de Miribel a déjà délibéré dans ce sens. Il note que Mr Berthou lors de la CDCI de l'Ain qui a eu lieu il y a environ deux ou trois semaines a porté devant Mr le Préfet, cette demande.

#### **DELIBERATION 15/06/02 : COOPERATION INTERCOMMUNALE – AVIS SUR LE PROJET DE SDCI DU RHONE**

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Rhône prévoit la fusion du SYMALIM avec les syndicats intercommunaux suivants : SI d'aménagement du canal de Jonage, et SI de la Rize.

Il précise que la Commune de Thil est membre du SYMALIM, et qu'en vertu de l'article L5210-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Conseils Municipaux des Communes concernées par les propositions de modification, doivent se prononcer dans un délai de deux mois à compter de la notification du SDCI par Mr le Préfet.

Mr le Maire rappelle que la Commune s'était prononcée favorablement dans le cadre du SDCI de 2012 à la fusion du Syndicat des Berges du Rhône au sein du Symalim afin de renforcer la mise en œuvre d'une politique de restauration hydraulique du Rhône Amont incluant notamment la restauration des berges du canal de Miribel, la protection rapprochée de Thil face au risque inondation et l'accessibilité aux espaces de loisirs du Grand Parc.

Les compétences des deux Syndicats dont la fusion est proposée par Mr le Préfet dans le cadre du SDCI du Rhône, couvrant des périmètres fonctionnels similaires en matière de gestion durable et raisonnée de la ressource « eau », la pertinence de leur fusion rejoint celle qui a conduit la commune de THIL à se prononcer en faveur de la fusion du Syndicat des Berges du Rhône au sein du Symalim. C'est la raison pour laquelle, le Conseil municipal est invité à se prononcer favorablement sur le projet de fusion pour autant que le cadre de gouvernance et de la coopération territoriale soit réaffirmé et maintenu.

Mr le Maire invite le Conseil Municipal à délibérer.

Le Conseil Municipal  
Après en avoir délibéré,

- EMET un avis favorable à la proposition n° 27 du SDCI du Rhône qui prévoit la fusion des syndicats intercommunaux suivants : SI d'aménagement du canal de Jonage, et SI de la Rize.
- DEMANDE que, dans le cadre de cette fusion, la représentation actuelle des structures membres du SYMALIM soit maintenue.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **5. ACENAS**

Mr le Maire rappelle que Thil est adhérente de l'Acenas depuis une vingtaine d'années. La commune soutient cette association qui a pour objet de défendre les intérêts des riverains de l'aéroport contre les nuisances de l'aéroport.

Il souligne que le Conseil Municipal a déjà eu à se prononcer sur la DTA en février 2014 et le processus de privatisation de la société qui exploite l'aéroport en avril dernier.

Mr Manié est favorable à cette délibération et demande des explications par rapport aux vols de nuit.

Mr le Maire répond qu'il y a des réunions régulières, avec des blocages. Le bruit est un vrai sujet de santé publique. Les riverains en subissent les conséquences gênantes lors des pointes de trafic.

Mr Manié note donc que les associations de défense des riverains, n'ont pas été entendues.

Mr Thuot précise que les avions qui décollent la nuit sont taxés. Cependant, les taxes ne sont pas suffisantes pour les dissuader de voler la nuit.

Aucune autre remarque n'étant apportée, Mr le Maire procède au vote de la délibération.

### **DELIBERATION 15/06/03 : SOUTIEN A LA MOTION PRESENTEE PAR L'ACENAS A LA COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AEROPORT DE LYON ST. EXUPERY**

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que de façon constante la commune s'est engagée aux côtés de l'ACENAS (Association Contre l'Extension et les Nuisances de l'Aéroport de Lyon St. Exupéry) pour une gestion raisonnée du développement de la plateforme aéroportuaire de la métropole lyonnaise.

Il rappelle à ce titre la délibération du 15 février 2014 relative à la modification de la DTA (Directive Territoriale d'Aménagement de la Plaine St. Exupéry) et la délibération du 02 Avril 2015 relative à la privatisation de la société d'exploitation de l'aéroport.

Aujourd'hui, le processus de privation ayant été acté par le Parlement, il convient, à la suite de l'échec du groupe de travail sur les vols de nuits, de soutenir les actions entreprises conjointement par l'ACENAS et le CORIAS (Comité Riverains Aéroport Saint Exupéry regroupant les communes les plus immédiatement affectées par les nuisances de l'aéroport) auprès de Mr Le Préfet et visant :

1° une demande d'arrêté ministériel échelonnant dans le temps une limitation du trafic entre minuit et 05 heures 30 aux avions présentant une charge cumulée égale ou supérieure à 13 EPNDB, ceci pour une mise en conformité aux dispositions déjà en place à Nice et à Toulouse depuis plusieurs années, leur régularité n'ayant jamais été contestée,

2° l'instauration d'une plage de repos la nuit du samedi à dimanche de 23 heures à 06 heures conformément à la préconisation n°7 de l'ACNUSA, ces réductions des nuisances sonores doivent être programmées dans un calendrier précis et être accompagnées d'une obligation de résultats sous un an maximum,

3° la demande de protection pour les populations riveraines avec un cahier des charges incluant des engagements sur l'environnement et des garanties de protection des riverains.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré :

- donne son agrément aux propositions de la motion de l'ACENAS et du CORIAS énoncées dans la présente délibération, à savoir :

1° une demande d'arrêté ministériel échelonnant dans le temps une limitation du trafic entre minuit et 05 heures 30 aux avions présentant une charge cumulée égale ou supérieure à 13 EPNDB, ceci pour une mise en conformité aux dispositions déjà en place à Nice et à Toulouse depuis plusieurs années, leur régularité n'ayant jamais été contestée,

2° l'instauration d'une plage de repos la nuit du samedi à dimanche de 23 heures à 06 heures conformément à la préconisation n°7 de l'ACNUSA, ces réductions des nuisances sonores doivent être programmées dans un calendrier précis et être accompagnées d'une obligation de résultats sous un an maximum,

3° la demande de protection pour les populations riveraines avec un cahier des charges incluant des engagements sur l'environnement et des garanties de protection des riverains.

- donne pouvoir à Mr le Maire pour les transmettre à l'ACENAS et au CORIAS, à la Commission consultative de l'environnement de l'Aéroport de Lyon St. Exupéry à Mr le Préfet du Rhône, Préfet de la Région Rhône Alpes.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **6. CONTRAT ENFANCE JEUNESSE**

Mr Guillard rappelle que le CEJ, comme présenté en Commission Générale, est un contrat d'objectif et de cofinancement entre la CAF et un partenaire qui peut être une collectivité territoriale, un regroupement de communes ou une entreprise non éligible au crédit impôts famille ou d'une administration de l'état. Sa finalité est de poursuivre la politique de développement en matière d'accueil des enfants de 0 à 18 ans.

Notre CEJ est arrivé à échéance au 31 décembre 2014. Il convient de le renouveler pour la période 2015-2018 afin de percevoir les subventions par rapport aux activités périscolaires à savoir :

- Garderie périscolaire (Canthil, car c'est sous ce nom qu'elle est connue auprès de la CAF),
- Relais Assistantes Maternelles (accueil des Assistantes Maternelles et des parents pour l'accueil des jeunes enfants avec des activités sur Thil)
- Multi accueil (crèche pour 3 ETP, soit 165 heures hebdomadaires)

La CAF emploie les termes suivants :

- Actions de stock (pour les actions existantes)
- Actions de flux (pour les nouveaux services qui se créent)

Pour Thil, il n'y a que des actions de stock.

Il rappelle que la convention est commune entre Beynost et Thil avec une participation CAF de :  
. 1.415,67 € pour la garderie  
. 1.032,69 € pour le RAM  
. 8.200,76 € pour la crèche

Il précise que ce soir, il ne sera pas abordé la partie RAM car le projet de convention est toujours en négociation avec Beynost.

Mr Guillard donne lecture du projet de délibération.

Mr Jullian note que la précédente convention s'est terminée le 31 décembre 2014 et qu'elle est renouvelée seulement fin 2015.

Mr Guillard répond que c'est le temps nécessaire à la CAF pour la préparation d'un nouveau CEJ.

Mr Zimerli demande si le nombre de places à la crèche peut être revu à la hausse.

Mr Guillard informe que la densification peut amener une augmentation de population et donc de besoin en hébergement. Cet hébergement peut se faire à travers deux processus : les assistantes maternelles et les places en crèche dans la limite physique des locaux de Beynost.

Mme Berger note qu'il y aurait peut-être des possibilités chez les plus grands, mais chez les petits, c'est plus difficile.

#### **DELIBERATION 15/06/04 : CONTRAT ENFANCE JEUNESSE - RENOUVELLEMENT.**

Rapporteur : Philippe Guillard

Monsieur le Rapporteur rappelle à l'assemblée que le Contrat Enfance Jeunesse actuel signé entre la Commune et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain est arrivé à échéance le 31 décembre 2014, et nécessite donc un renouvellement.

Il propose de le renouveler pour une durée de 4 ans, avec effet du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2018.

Le contenu de ce futur CEJ porte sur les actions reconduites engagées dans le précédent contrat entre la CAF et les communes de Beynost et Thil à savoir :

1. Pour Beynost :
  - a. Action de Stock :
    - CDL GABI
    - Poste de coordination 0.65 ETP
    - Eaje Acrobates 33 places
    - Ram 0.45 ETP
  - b. Action de FLUX :
    - Club Ados (redéfinition de l'action Le Chalet par création d'un nouvel équipement)
    - Eaje Acrobates 4 places (créées en 2012)
    - RAM 0.28 ETP
2. Pour Thil :
  - c. Action de Stock :
    - Garderie périscolaire Canthil
    - Eaje Acrobates 3 places
    - Ram 0.07 ETP



Il est demandé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer le renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) pour la période allant du 01.01.2015 au 31.12.2018.

Le conseil Municipal,  
Considérant l'exposé de Monsieur le Rapporteur,

- AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) avec effet au 1er janvier 2015 pour une durée de 4 ans.

- AUTORISE Monsieur le Maire à le signer ainsi que tous les documents s'y rattachant et d'éventuels avenants se rapportant audit contrat, sur toute sa durée.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **7. CONVENTION EAJE**

Mr Guillard rappelle qu'il s'agit de 3 ETP (Equivalent Temps Plein), soit 165 heures hebdomadaires.

Il donne lecture du projet de délibération.

Mr Manié demande si les trois ETP sont remplis.

Mr Guillard précise qu'ils sont utilisés pleinement depuis trois ans.

Mr Manié demande si ce ne serait pas le moment de demander des places supplémentaires.

Mr Guillard pense qu'il est opportun de faire une prospection. De plus, il faut regarder le coût qui est non négligeable. De plus, il faut aussi se rapprocher des Assistantes Maternelles.

Mr Manié note que ce n'est pas le même principe.

Mr Guillard souligne que deux Assistantes Maternelles n'ont actuellement pas d'enfant à garder.

Mr Mohammedi rappelle que la participation CAF resterait identique.

Mme Semay rappelle qu'un ETP c'est du temps plein, mais que cela ne concerne pas qu'un enfant.

Mr Guillard précise que la crèche fonctionne 11 mois sur 12.

Mr Zimerli demande pourquoi deux Assistantes Maternelles n'ont pas d'enfant en garde, c'est peut-être qu'il n'y a pas de demande.

Mr Guillard ne peut répondre à cette question.

Mr Manié propose de soumettre un questionnaire auprès des habitants.

Mr le Maire note qu'il serait intéressant de connaître les demandes des Thilois sachant qu'il existe aussi des crèches privées et l'activité des Assistantes Maternelles. Dans le contexte actuel, une micro crèche coûte en charge nette à la collectivité de l'ordre de 50.000 € par an. Ce qui manque sur le territoire, c'est un opérateur de service lié à la Petite Enfance pour les collectivités locales. Sur le territoire de la Côtère, il y a un manque cruel de ce type d'actions.

Mme Semay précise qu'il serait prématuré de créer un ETP maintenant, il faut voir aujourd'hui ce qui existe, si un roulement sera fait bien ou si ça va se réguler avec les différents âges. Il faudrait le calculer sur une période.

Mr Guillard n'est pas sûr que l'échelle communale soit le bon raisonnement, il faut raisonner au niveau du territoire.

Mr Jullian dit que c'est un véritable « casse-tête » pour les parents.

Mr le Maire a beaucoup d'empathie pour les parents mais c'est aussi un « casse-tête » pour les élus.

Mme Dupuy-Roudel note qu'il faut prendre aussi le caractère économique, en fonction des entreprises qui s'installent etc.

Mme Semay souligne qu'au sein des entreprises il peut y avoir des crèches d'entreprises et bien se renseigner sur ce qui se passe à côté.

**DELIBERATION 15/06/05 : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE BEYNOST ET LA COMMUNE DE THIL – MISE A DISPOSITION DE 3 PLACES POUR LES ENFANTS DE LA COMMUNE DE THIL**

Rapporteur : Philippe Guillard

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la convention de mise à disposition de trois places en crèche conclue entre la commune de Beynost et la commune de Thil, présentée et détaillée lors de la Commission Générale du 19 novembre dernier, Monsieur le rapporteur rappelle à l'assemblée que la présente convention a pour objet de préciser les conditions de partenariat entre la Commune de Beynost, propriétaire de la structure multi-accueil EAJE, et la commune de THIL, définissant ainsi les droits et obligations respectifs des deux communes.

Elle a pour objectif de :

- Permettre à la Commune de BEYNOST de continuer à mettre à disposition de la commune de THIL, trois places équivalent temps plein d'accueil, dispositif en vigueur depuis janvier 2006 ;
- Permettre à la Commune de THIL de répondre aux demandes des familles résidant sur son territoire ;
- Définir les conditions de la participation financière de la commune de THIL au fonctionnement de la crèche EAJE « Les Acrobates ».

Il rappelle également que la commune de BEYNOST a ouvert son Pôle Petite Enfance en septembre 2005. Depuis janvier 2006, les communes de THIL et BEYNOST ont signé une convention pour la mise à disposition de 3 places ETP d'accueil au profit de la commune de THIL.

La dernière convention est arrivée à échéance le 31 décembre 2014, en même temps que le Contrat Enfance Jeunesse(CEJ), ayant une durée de validité de quatre ans du 01/01/2011 au 31/12/2014, et ce dernier sera renouvelé au plus tard fin décembre 2015.

Il est proposé au conseil municipal :

- D'APPROUVER le renouvellement de la convention de mise à disposition de 3 places ETP d'accueil au profit de la commune de THIL pendant une période de quatre ans, et qui restera annexée à la présente dans laquelle sont stipulées les conditions et modalités.

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention fixant les modalités et conditions de cette mise à disposition.

Le conseil municipal de Beynost autorisera son Maire à signer cette même convention.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré.

- APPROUVE le renouvellement de la convention de mise à disposition de 3 places ETP d'accueil au profit de la commune de THIL pendant une période de quatre ans, qui restera annexée à la présente délibération et dans laquelle sont stipulées les conditions et modalités de cette mise à disposition.

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention et lui donne tous pouvoirs à cet effet.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstentions</i>	0

## **8. FINANCES**

Mr Maisonnas rappelle à l'Assemblée qu'en 2008 un Fonds de Concours de 300.000 € avait été alloué à la commune.

Il reste un reliquat sur les opérations d'envergure. Il restera encore 25.000 € à demander pour 2016.

Il rappelle l'objet de la demande de fonds de concours de ce jour à savoir :

- . Acquisition de matériel et 1<sup>ère</sup> tranche des travaux de peinture de l'école,
- . Achat et installation des caméras.

Il donne lecture du projet de délibération.

### **DELIBERATION 15/06/06 : FONDS DE CONCOURS CCMP**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le rapporteur rappelle que conformément au V de l'article L.5214-16 du code général des Collectivités Territoriales (CGCT) des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté de communes et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple des deux conseils pour financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire.

Depuis le 1er janvier 2006 les fonds de concours sont considérés comme des immobilisations incorporelles et imputés directement en section d'investissement. Lors de la séance du 09 juillet 2009, le conseil communautaire a décidé d'amortir les fonds de concours sur une durée de 10 ans.

Il informe que la commune a fait une demande de fonds de concours auprès de la CCMP pour les opérations suivantes :

Objet des travaux	Dépenses € HT	Subventions et aides perçues	Charge nette	Fonds de concours possible
Opération 2015 Matériel et réfection école de la Riotte	16 967.17	0.00	16 967.17	8 483.58
Caméras de vidéo protection	32 258.00	17 790.00	14 468.00	7 234.00
Fonds de concours	49 225.17	17 790.00	31 435.17	15 717.58

Suite à cette présentation Monsieur le rapporteur propose au conseil de délibérer.

Le Conseil,  
Après en avoir délibéré,

- Sollicite sur la base des opérations et montants présentés, les fonds de concours suivants :

Matériel et réfection de l'école de la Riotte : 8.483,58 €  
 Caméras de vidéo-protection : 7.234,00 €

La recette sera imputée à l'article 13258 opérations 90 et 118 du Budget Principal.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Mr Maisonnas rappelle que comme chaque année, le coût des travaux réalisés par les agents du Service Technique doit être imputé en section d'Investissement.

Il donne le détail des travaux réalisés en 2015.

Aussi, il convient que le Conseil se prononce sur la Décision Modificative s'y rapportant.

#### **DELIBERATION 15/06/07 : TRAVAUX EN REGIE**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le rapporteur rappelle à l'Assemblée que des travaux d'aménagement ou de réfection ont été réalisés au sein de la commune durant l'exercice 2015 par les agents des Services Techniques.

Les matériels et fournitures nécessaires à ces travaux ont été mandatés dans un premier temps en section de Fonctionnement du Budget Primitif 2015.

A ce titre, il informe qu'il y a lieu de transférer les dépenses de matériels et fournitures (détail dans le tableau ci-dessous) ainsi que les charges de Personnel (Annexe 1) sur la section d'Investissement du Budget Primitif 2015. Le montant des travaux en régie se décompose comme suit :

OBJET	Mandatée le	Mandat / Bord.	Coût Matériel	Nbre Agts	Durée	Coût de Pers. Cnal	TOTAL
<b>Op. 121</b> : Trav.Sal. Polyv.(éclairage)				2	2 x 7h00	236.67	1278.34
<i>Blocs néons</i>	28/05/2015	301/27	1041.67				
<b>Op. 121</b> : Trav.Sal.Polyv.(plafonds Bib)				1	1 x 21h00	395,64	644.58
<i>Pose dalles plafond</i>	15/10/2015	559/53	248.94				
<b>Op. 127</b> : Stade et Vest.(abris joueurs)				2	2 x 14h00	479,78	894,78
<i>Béton</i>	15/10/2015	558/53	127.00				
<i>Location mini pelle</i>	10/11/2015	625/58	288.00				

**2817,70**

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

- Autorise Monsieur le Maire à imputer le coût des travaux en section d'investissement du budget de l'exercice en cours pour un montant total de 2.817,70 €.  
Les crédits nécessaires seront portés à la section d'investissement du budget de l'exercice en cours au moyen d'une Décision Modificative.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

**DECISION MODIFICATIVE N° 15 : TRAVAUX EN REGIE**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 023 : Virement section investissement		2 818.00 €
<b>TOTAL D 023 : Virement à la sect<sup>e</sup> d'investis.</b>		<b>2 818.00 €</b>
D 2128 : Agencements & aménagements		2 818.00 €
<b>TOTAL D 040 : Opérations d'ordre entre section</b>		<b>2 818.00 €</b>
R 021 : Virement de la section de fonct		2 818.00 €
<b>TOTAL R 021 : Virement de la section de fonct.</b>		<b>2 818.00 €</b>
R 722 : Immobilisations corporelles		2 818.00 €
<b>TOTAL R 042 : Opérations d'ordre entre section</b>		<b>2 818.00 €</b>

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Mr Maisonnas rappelle que chaque année, le Conseil est appelé à se prononcer sur l'indemnité du Percepteur.

Il souligne que cette année, ce dernier a pu nous éclairer sur les dossiers importants comme le BEA, le portage EPF, rachat de prêt, amortissements...

Il propose de voter l'indemnité du Percepteur au taux de 100 %.

Mr Guillard informe qu'il s'abstiendra sur cette délibération, car il n'est pas satisfait de la prestation liée à la facturation du périscolaire (trop d'erreurs), et à un certain silence de sa part. Il lui demande chaque mois, un état détaillé des restes à recouvrer. Il y a deux mois, qu'il n'a pas eu de réponse.

Mr Guillard considère que le Percepteur est responsable de son personnel.

Mr le Maire rappelle que sur la fonction de Conseil, Mr le Percepteur est professionnel mais que le suivi quotidien pose problème. En octobre, les factures de la cantine et du périscolaire ont été envoyées avec un mois de retard.

Mr Jullian rappelle que bon nombre de gens ont des primes qui sont toujours payées par l'employeur.

Mr le Maire rappelle que ce sont les contribuables qui sont l'employeur et qu'à Thil, chaque année, le Conseil vote cette délibération en fonction des résultats de l'année.

Mme Dupuy-Roudel comprend que cette prime n'est basée que sur son activité de conseil et pas sur sa façon de servir.

**DELIBERATION 15/06/08: CONCOURS DU RECEVEUR MUNICIPAL / ATTRIBUTION D'INDEMNITE**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

DECIDE :

- . de demander le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et,
- . d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100 % pour l'année 2015.
- . que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Mr Alain MOISSON.
- . de lui accorder l'indemnité de conseil pour l'année 2015 d'un montant de 410,29 € brut.

<i>Pour</i>	<i>8</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstentions</i>	<i>7</i>

Mr Maisonnas rappelle ensuite que la délibération suivante a pour objet de permettre de mandater les factures d'investissement, à hauteur de 25 % du budget 2015, sur le premier trimestre 2016 en attendant de voter le budget ; notamment pour payer les factures de la 2<sup>ème</sup> tranche de travaux à l'école.

Il donne lecture du projet de délibération.

**DELIBERATION 15/06/09 : ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT DES DEPENSES  
D'INVESTISSEMENT**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Mr le Rapporteur rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Montant budgétisé - dépenses d'investissement 2015 : 144.678,20 € pour le budget principal  
(Hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts »)

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de 36.169 € (< 25% x 144.678,20 €) pour le budget communal.

Les dépenses d'investissement seront imputées sur les opérations figurant au budget.

**Total : 36.169,00 € pour le Budget Principal**

Montant budgétisé - dépenses d'investissement 2015 : 13.802,00 € pour le budget Assainissement.

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de 3.450 € (< 25% x 13.802,00 €) pour le budget Assainissement.

Les dépenses d'investissement seront imputées sur les chapitres figurant au budget.

**Total : 3.450 € pour le Budget Assainissement**

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide d'accepter les propositions de Mr le Maire dans les conditions exposées ci-dessus pour un montant de 36.169 euros sur le Budget Principal et 3.450 euros sur le Budget Assainissement.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Mr Maisonnas rappelle que les amortissements ont été mis en place l'année dernière. Il convient d'amortir le PUP et la subvention de la commune.

Mr Manié note que le PUP est amorti avec les fonds propres de la commune.

Mr Maisonnas répond dans l'affirmative, tant que la commune n'encaisse pas de recettes sur le budget Assainissement. Il note que cette année, on constate un excédent sur le budget Assainissement. Il informe qu'il convient, afin de permettre les écritures comptables, de voter la DM s'y rapportant.

**DECISION MODIFICATIVE N° 1 : AMORTISSEMENTS SUR BUDGET ASSAINISSEMENT**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
D 023 : Virement à section investis.		4 210.00 €		
<b>TOTAL D 023 : Virement à la sect<sup>e</sup> d'investis.</b>		<b>4 210.00 €</b>		
R 777 : Quote-part des subv. d'inv. v.				4 210.00 €
<b>TOTAL R 042 : Opérations d'ordre entre sections</b>				<b>4 210.00 €</b>
<b>Total</b>		<b>4 210.00 €</b>		<b>4 210.00 €</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>				
D 1391 : Subventions d'équipement		222.00 €		
D 13933 : PAE		3 988.00 €		
<b>TOTAL D 040 : Opérations d'ordre entre sections</b>		<b>4 210.00 €</b>		
R 021 : Virement section exploitation				4 210.00 €
<b>TOTAL R 021 : Virement de la section de fonct.</b>				<b>4 210.00 €</b>
<b>Total</b>		<b>4 210.00 €</b>		<b>4 210.00 €</b>
<b>Total Général</b>		<b>8 420.00 €</b>		<b>8 420.00 €</b>

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **9. R.O.D.P. ELECTRICITE**

Mr Thuot rappelle la délibération du 13 novembre dernier concernant la RODP Gaz.

Il donne lecture du projet de délibération.

Mr Julian demande s'il s'agit du mètre de gaine ou le mètre linéaire.

Mr Thuot confirme qu'il s'agit du mètre de ligne (sachant qu'il y a plusieurs fils dedans).

### **DELIBERATION 15/06/10: MISE EN PLACE D'UNE REDEVANCE POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR LES CHANTIERS DE TRAVAUX D'ELECTRICITE**

Rapporteur : Jean-Michel Thuot

M. le Rapporteur rappelle que par délibération n° 15.05.11 du 13 novembre dernier, le Conseil Municipal s'est prononcé sur la RODP Gaz.

Il lui est également proposé de se prononcer sur le montant de la redevance provisoire de son domaine public due par ErDF pour les chantiers de travaux sur des ouvrages du réseau public de transport d'électricité, également en application du décret ci-dessus mentionné, à savoir :

« article R.2333-105-1 : la redevance due chaque année à une commune pour l'occupation provisoire de son domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages du réseau public de transport d'électricité, est fixée par le conseil municipal dans la limite du plafond suivant :  $PR'T = 0,35 \text{ €} \times LT$

Où :

PR'T, exprimé en euros, est le plafond de redevance due, au titre de l'occupation provisoire du domaine public communal par les chantiers de travaux, par le gestionnaire du réseau de transport d'électricité ;

Et LT représente la longueur, exprimée en mètres, des lignes de transport d'électricité installées et remplacées sur le domaine public communal et mises en service au cours de l'année précédant celle au titre de laquelle la redevance est due.

Le Conseil municipal, entendu cet exposé et après avoir délibéré :

DECIDE de fixer les redevances pour l'occupation du domaine public par les chantiers provisoires de travaux :

- à 0,35 € pour les travaux sur des ouvrages du réseau public de transport d'électricité.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0



## **10. QUESTIONS DIVERSES**

Mr Zimerli s'explique sur son abstention concernant la délibération n° 15.06.01. Il est favorable à la fusion des deux intercommunalités, mais déplore qu'il faille faire un cumul des études alors qu'il faudra aller vers une fusion dès 2017. La fusion va avoir un coût, donc ce n'est pas la peine de rajouter des dépenses supplémentaires, vu que ça va être obligatoire.

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

*« Mairie de THIL,  
Fin de la séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le mardi 15 décembre 2015 à 21 h 55  
Stopper l'enregistrement »*